

17 octobre 1991 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Interview accordée par M. François Mitterrand, Président de la République, au journal "L'Expansion" du 17 octobre 1991, sur l'union européenne, les réticences américaines et anglaises, le consensus avec l'Allemagne et le projet de confédération.

QUESTION.- Nous venons de vivre deux années qui ont ébranlé le monde - l'Europe en particulier -. La France a souvent été accusée d'avoir vécu cette période dans le désarroi. L'accusation vous vise. Est-elle fondée ? Infondée ?

- LE PRESIDENT.- Laissons ces accusations qui relèvent de la polémique à usage de politique intérieure, par nature partisane. Notre diplomatie a suivi une ligne constante que je résume ainsi pour l'essentiel : toujours plus d'Europe. Face aux changements à l'Est et à leurs conséquences : plus d'Europe. Face à la résurgence des nationalismes : plus d'Europe. Face au besoin de solidarité des nouvelles démocraties : plus d'Europe. Face aux risques multiples de conflit : plus d'Europe. L'Europe est aujourd'hui rendue à sa géographie et à son histoire. Qu'elle prenne donc conscience d'elle-même !

- QUESTION.- Mais quelle marge de manoeuvre, d'innovation, la France conserve-t-elle ? Il n'y a plus qu'une seule superpuissance. Nous ne pouvons plus jouer la troisième force entre Moscou et Washington. Le temps des grandes ambitions françaises n'est-il pas passé ?

- LE PRESIDENT.- La France n'a jamais recherché une position arbitrale entre les Etats-Unis et l'URSS. C'eût été vain. Ces deux pays tendaient à tout régler entre eux. Aujourd'hui le jeu diplomatique est plus ouvert qu'il ne l'était en 1945, en 1960, ou en 1980. C'est une chance. Notre pays dispose d'atouts importants et d'une indiscutable autorité dans le monde. Il a la volonté de ses ambitions.\

QUESTION.- Et c'est au nom de cette volonté de "plus d'Europe" que vous avez plaidé à Prague pour votre idée de Confédération européenne, d'organisation de la Grande Europe ?

- LE PRESIDENT.- Ma pensée est simple. Le système communiste a sombré, laissant les pays satellites retrouver leur indépendance, avant que n'éclate l'Union soviétique elle-même. Nous venons d'assister à la disparition du dernier empire de notre continent. Il n'y a plus d'ordre imposé. L'Europe est maîtresse de ses choix - ou pourrait l'être. Chacun voit bien, aujourd'hui à quelles régressions elle serait livrée, si elle ne s'organisait pas sur des fondements nouveaux : la démocratie partout, à chacun sa liberté, des "ensembles" équilibrés, une structure commune forte. C'est notre responsabilité à nous tous Européens. Après la loi des empires qui ont provoqué deux guerres mondiales, ou bien commencera la loi des contrats, du dialogue, de l'ordre consensuel et ou bien resurgiront les nationalismes, les rivalités d'ethnie, de tribus, et donc des menaces de guerres locales qui pourraient être contagieuses.

- QUESTION.- Yougoslavie, Georgie, Moldavie. Peut-on vraiment croire au dialogue ? Aux contrats ?

- LE PRESIDENT.- Voyez ce qu'a déjà accompli la communauté pour les douze pays qui la composent. Il a fallu du temps. Dans les années 50 aussi, le scepticisme l'emportait. Mais les résultats sont là. Aujourd'hui, plus de 300 millions d'Européens du centre et de l'est appartenant à des pays appauvris, parfois exsangues, cherchent leur avenir. Quand et comment pourront-ils rejoindre la Communauté, ce môle de l'Europe ? Qui peut le dire ? Mais ce jour viendra. Ne

l'attendons pas pour réunir tous les pays d'Europe dotés d'institutions démocratiques dans une organisation économique et politique commune. C'est à cette fin que j'ai, dès le 31 décembre 1989, proposé l'idée de Confédération.

- QUESTION.- Comme salle d'attente ?

- LE PRESIDENT.- Mais non ! Comme moyen d'avancer vers l'unité européenne.

- QUESTION.- Vous répétez donc qu'il n'y a pas d'antinomie entre ce projet général de Confédération et l'élargissement de la Communauté ?

- LE PRESIDENT.- J'en vois plutôt la complémentarité. Une Confédération où se retrouveraient les membres de la Communauté et les autres Etats européens sur un pied d'égalité aurait la souplesse qui convient à la période actuelle. En outre il y a plusieurs sujets d'intérêt commun à tous les Européens pour lesquels il n'existe encore ni organisme, ni procédure pour en traiter. Cela n'empêcherait personne, ni les pays de l'AELE, ni les pays d'Europe centrale et orientale, ni d'autres pays candidats pourvu qu'ils soient démocratiques, d'adhérer à leur heure à la Communauté, ce que je souhaite.\

QUESTION.- Que répondez-vous quand on vous dit que la solution la plus simple serait d'ouvrir les portes de la Communauté aux pays d'Europe centrale et orientale qui aspirent à la rejoindre ?

- LE PRESIDENT.- Si c'était immédiatement possible, la question serait résolue. Mais il est clair que cela aboutirait soit à la ruine immédiate des nouveaux adhérents dont l'économie ne résisterait pas aux disciplines sévères qui régissent la Communauté £ soit à la dissolution de la Communauté dans une vaste zone de libre-échange, sans force, ni idéal.

- QUESTION.- On ne vous reprochera pas de ne pas être franc, mais cette franchise n'est-elle pas propre à désespérer ceux qui voient dans l'adhésion un gage de progrès économique, de renforcement de la démocratie £ une solution à tous leurs problèmes.

- LE PRESIDENT.- Je leur dis la vérité. Je leur parle en amitié. Je veux construire notre solidarité. On ne part pas de rien : aides bilatérales, traités d'amitié et de coopération signés avec la Pologne, la Hongrie et la Tchécoslovaquie, projets avec la Bulgarie et la Roumanie, aides dans le cadre du G 24, programme PHARE de la Communauté, négociation d'accords d'association d'un nouveau type, actions de la Banque européenne pour la Reconstruction et le Développement. La France a pris sa part. De plus l'aide de la CEE et de ses Etats-membres à ce qui constituait l'URSS représente déjà plus de 200 milliards de francs. Elle représente 60 % de l'aide mondiale à l'URSS. Avec les contributions américaine, canadienne et japonaise, cela constitue l'amorce d'un véritable plan Marshall. Encore faut-il faire davantage d'aide alimentaire et tout de suite pour enrayer la famine et la misère qui menacent pour l'hiver prochain.

- QUESTION.- Tout cela, n'est-ce pas, malgré tout, une façon de retarder les adhésions des ex-pays communistes. C'est en tout cas ce qu'on pense à Varsovie, Prague et Budapest.

- LE PRESIDENT.- Soyons précis. Ce n'est pas de la France que viendra le blocage. Je l'ai dit à Berlin, l'autre semaine. La France ne rejette personne mais veut que la question soit abordée honnêtement. Ceux qui offrent à tous un élargissement quasi-automatique de la Communauté freinent consciemment ou non son approfondissement. Je leur oppose une démarche réaliste et constructive. Lors de mon récent voyage dans les nouveaux Länder de la RFA, j'ai demandé à la Commission de Bruxelles de procéder à l'inventaire de la situation de chacun des pays candidats, au vu duquel on saura quand et comment ils seront en mesure d'adhérer et à quelles charges financières les Etats actuellement membres de la Communauté devront consentir. J'ai également demandé que ce travail préparatoire nous fut soumis avant le 1er janvier 1993.

- QUESTION.- Si vous me permettez... C'est là votre réponse du berger à la bergère.

- LE PRESIDENT£- Non. Je ne suis pas sur un ring ou dans une cour d'amour. Mais je crois qu'une épreuve de vérité s'impose. Il faut savoir de quoi on parle et ne pas confondre propagande et action. C'est en procédant ainsi que nous parviendrons à surmonter l'apparente antinomie entre le renforcement de la Communauté qui fait l'objet du Sommet européen de Maastricht en décembre prochain et son ouverture aux autres pays démocratiques.\

QUESTION.- Revenons à votre projet de Confédération. Les autres obstacles sont-ils aujourd'hui levés ?

- LE PRESIDENT.- Quels obstacles ?
- QUESTION.- Votre idée d'y inclure la Russie, par exemple ?
- LE PRESIDENT.- On me l'a reproché, en effet, parce que les Français avaient en tête la Russie communiste, celle d'hier ! Mais la Russie appartient à l'Europe !
- QUESTION.- On vous a montré les résultats de notre sondage. Près de la moitié des Français ne considèrent pas les Russes comme des Européens. Ne voient-ils pas en eux des Asiates, des Tartares ?
- LE PRESIDENT.- Peut-être. Mais ils ont un peu de retard. Le 3ème roi capétien, Henri 1er, a épousé en 1051 une princesse de Kiev. Il y a beau temps que Russes et Ukrainiens, entre autres, sont nos voisins !
- QUESTION.- Deuxième obstacle : comment organiser cette grande Europe alors que vous n'avez plus d'interlocuteur à Moscou ?
- LE PRESIDENT.- Ce n'est pas un véritable obstacle. La Russie a déjà, aura toujours des dirigeants et ces dirigeants seront à l'avenir validés par le choix libre de leur peuple. Actuellement ils ont besoin de régler leurs problèmes intérieurs. Laissons-leur le temps de le faire.
- QUESTION.- Autre problème : la Russie jusqu'où ? Jusqu'à la Sibérie ?
- LE PRESIDENT.- La Russie restera un grand pays, quoi qu'il advienne. Nous traiterons avec son gouvernement des intérêts dont il a la charge, y compris ceux de la Sibérie. Mais la Sibérie, géographiquement, n'est pas l'Europe.\
- QUESTION.- Il y a aussi les réticences des pays d'Europe centrale eux-mêmes.
- LE PRESIDENT.- Certains de ces Etats redoutent que la Confédération ne signifie la création, face à la Communauté des riches, d'une Europe des pauvres. Ce risque serait sérieux s'il n'y avait pas passage organisé de l'une à l'autre. Tous ont vocation, s'ils le désirent, à entrer dans la Communauté. La preuve par neuf des véritables intentions sera fournie sur le terrain.
- QUESTION.- Cela suffira-t-il ?
- LE PRESIDENT.- J'observe que les ministres français qui sont allés expliquer récemment dans ces pays notre position sur l'approfondissement et l'élargissement ont été écoutés sans a priori. Laissez-moi ajouter que mon idée première était précisément que les pays de l'Est qui se trouvent livrés à eux-mêmes, isolés, soumis à des rapports de domination économique, éprouveront vite un mouvement de méfiance, de révolte à l'égard de quiconque agira à leur égard en termes de puissance. Personne n'a intérêt à voir se développer ce sentiment.
- QUESTION.- C'est à l'Allemagne que vous pensez ?
- LE PRESIDENT.- Non, mais à la Communauté dans son ensemble. N'oublions pas qu'elle est la première puissance commerciale du monde. C'est pourquoi encore une fois, je préconise une organisation commune à tous les pays d'Europe où chacun disposera de droits égaux, comme c'est le cas aujourd'hui au sein de la Communauté.
- QUESTION.- Je n'en ai pas fini avec les obstacles.
- LE PRESIDENT.- Je vous en prie...
- QUESTION.- Il y a aussi des réticences internes à la Communauté elle-même ?
- LE PRESIDENT.- En effet. On n'y avait peut-être pas lu d'assez près ma déclaration de 1989. J'avais commencé par insister sur la priorité absolue que je donnais au renforcement communautaire. Puis je m'étais interrogé sur le devenir des pays qui venaient d'échapper à la tutelle soviétique. Et je ne les voyais pas prêts à s'imposer les rudes contraintes économiques des Douze, ni les Douze prêts à s'imposer l'effort financier correspondant. Bien entendu, les choses évolueront. L'adhésion à la Communauté est l'objectif. Mais il faudra ménager les étapes. Ce sera d'autant plus aisé que les pays de la Communauté seront au centre de la construction confédérale. Dès maintenant je souhaite que la Communauté organise un grand forum auquel participeront les Européens candidats à l'adhésion.\
- QUESTION.- Peut-être parce que la question a besoin d'être éclairée, parlons, si vous le voulez bien, des réticences américaines. Elles sont très fortes n'est-ce pas ?
- LE PRESIDENT.- Le projet de la Grande Europe a inquiété nos amis américains, qui ont une autre stratégie. Je suis attaché à l'Alliance atlantique et entretiens de bons et solides rapports avec les Américains. Je crois l'avoir démontré. Mais on ne m'en voudra pas, je l'espère, si je

avec les Américains. Je crois l'avoir démontré. Mais on ne m'en voudra pas, je l'espère, si je remarque que les géographes ont classé la planète en cinq continents, que l'Europe existe en tant que telle, qu'elle a besoin de récupérer sa propre identité. Cela ne nuira en rien au maintien de rapports euro-américains étroits. Ami des Etats-Unis, reconnaissant les immenses services qu'ils nous ont rendus, je n'en aspire pas moins au jour qui verra l'Europe capable de parler pour elle-même.

- QUESTION.- Si nous laissons les formulations diplomatiques, votre projet de Confédération n'est-il pas potentiellement une vraie source de conflit avec les Etats-Unis ?

- LE PRESIDENT.- L'amitié n'a jamais exclu la liberté de pensée, l'indépendance d'esprit, les oppositions d'intérêt. Là où ils sont, les Etats-Unis et la France n'ont pas le même angle de vue sur la planète. S'ils ont fait le même choix de civilisation, les acquis historiques et la vision de l'avenir les séparent de temps à autre. Ils se sont toujours retrouvés et se retrouveront toujours quand il le faudra. Mais rien ne doit faire céder la France quand ses principes, son intérêt national, ses conceptions européennes sont en cause. Au bout du compte, on évite des deux côtés d'aggraver les différends quand il y en a. Les Etats-Unis se sont habitués à notre façon d'être. Aussi bien sur la stratégie autonome de dissuasion que sur notre approche du Moyen-Orient, sur notre conception de l'unité européenne ou sur les missions de l'OTAN, sans oublier notre façon de considérer le développement du tiers monde. Bref, nous sommes différents. Pourquoi pas ? Ce qui prouve la force de notre amitié, c'est que rien de tout cela ne l'altère. George Bush et moi travaillons en confiance.\

QUESTION.- En attendant que cette grande Europe soit organisée, comment prenez-vous en compte les besoins de sécurité des pays d'Europe centrale et orientale au moment où un vide stratégique se crée, en plein centre du continent ?

- LE PRESIDENT.- L'Europe est-elle au terme de ses bouleversements ? Personne ne se hasarde à le soutenir. La sagesse nous dicte donc de conserver ce qui existe. L'Alliance atlantique ciment de la solidarité avec nos alliés d'Amérique du nord, reste indispensable, en cette période d'incertitude, même si elle doit se renouveler pour tenir compte de la réalité européenne. La dissuasion française apporte sa contribution à l'équilibre de sécurité global. Je me réjouis à cet égard de voir que l'évolution des choses conduit le Président Bush à se rapprocher de ce que la France a toujours, et encore le 3 juin dernier dans son plan de désarmement, préconisé, à savoir, la dissuasion "suffisante". Et il y a la CSCE. La France n'a jamais cessé d'y jouer un rôle essentiel. Elle a beaucoup contribué à sa réussite. C'est à Paris qu'a été signée, le 21 novembre 1990, la Charte pour une nouvelle Europe et proclamée la fin de l'antagonisme Est-Ouest.

- QUESTION.- Monsieur le Président, ni l'OTAN, ni la CSCE ne sont à même de faire face aux nouvelles formes d'insécurité européenne.

- LE PRESIDENT.- Vous avez raison. Des conflits surgissent, au coeur de l'Europe, que le couvercle communiste avait étouffés, sans les réduire. Ici, ce sont des frontières contestées, là, des minorités brimées. J'avais alerté l'opinion sur ces graves facteurs de déstabilisation lors de mon intervention au Sommet de la CSCE à Paris, puis devant l'Ecole de guerre en mai 1991. Il n'y aura de paix et de stabilité en Europe que si nous imaginons une méthode pour prévenir les conflits et enrayer leur extension.\

QUESTION.- L'Europe n'y est pas parvenue pour la Yougoslavie.

- LE PRESIDENT.- Elle n'a pas eu le temps d'empêcher cette crise d'éclater brusquement et sauvagement, de resurgir devrais-je dire. On y trouve le condensé de drames qui peuvent se répéter ailleurs. Il nous faut donc sortir des sentiers battus, innover, mettre en oeuvre des procédures de garantie des droits des minorités, de prévention des conflits, de conciliation et d'interposition si nécessaire. C'est la France qui a proposé la création d'une commission d'arbitrage adoptée à l'unanimité par les Douze. Cette commission ou cour arbitrale présidée par un Français, Robert Badinter, s'inscrit dans ce dessin d'ensemble. Mais de tels dispositifs supposent pour être efficaces une pleine détermination des membres de la Communauté. C'est pourquoi le Chancelier Kohl et moi-même avons adopté le 19 septembre, une déclaration commune sur la Yougoslavie. Je pense que l'autodétermination des Républiques s'imposera. Mais la reconnaissance des frontières internes comme frontières de droit international, la

sauvegarde des minorités et l'alignement des nouveaux Etats sur les traités de sécurité relèvent d'une autorité internationale.

- QUESTION.- Reste que la crise yougoslave a montré une impuissance de l'Europe.

- LE PRESIDENT.- Ce n'est pas la leçon que j'en tire. Le drame yougoslave ne relève pas de l'échec d'une politique commune des Douze qui n'existe pas encore - elle n'était pas prévue dans le Traité de Rome - mais souligne sa nécessité. QUESTION.- Sans doute, mais, dans l'immédiat, que fait la France ?

- LE PRESIDENT.- M. Roland Dumas a fait admettre il y a quelques jours à New York par le Conseil de Sécurité des Nations unies un embargo sur les armes. La France participe avec la Communauté à un embargo commercial. Elle fournit son contingent d'observateurs sur le terrain. Au sein de la Communauté internationale elle multiplie les initiatives dans l'espoir de restaurer le dialogue et de faire cesser l'affrontement. Encore faut-il que, sur place, la volonté de paix l'emporte.\

LE PRESIDENT.- De deux choses l'une : ou bien les pays d'Europe s'entendent pour tenter de résoudre des conflits qui, internes au point de départ, risquent d'entraîner une crise générale, ou bien ils retomberont dans les ornières des rivalités nationales et des jeux d'influence qui ressembleront de plus en plus à la néfaste politique des alliances. J'appelle solennellement les pays membres à ne pas revenir à ces vieilles pratiques, elles seraient mortelles pour la Communauté.

- QUESTION.- Ce sera pour vous un des enjeux de Maastricht ?

- LE PRESIDENT.- Bien sûr, mais parmi plusieurs autres. A Maastricht, nous avons à franchir une étape décisive dans ce cheminement ininterrompu qui, depuis la relance de la Communauté en 1984, a été ponctuée par l'Acte unique en vue du grand marché européen, par la décision, après les travaux de Jacques Delors, de créer l'union économique et monétaire - une monnaie, une banque - ainsi que l'union politique dont j'ai pris l'initiative avec le Chancelier Kohl. Rien n'a entravé cette marche en avant de la Communauté, ni l'unification allemande, ni l'effondrement du communisme à l'Est, ni les états d'âme de tel ou tel pays. Au contraire ! La Communauté est la seule des grandes institutions qui sorte renforcée des bouleversements européens. Au-delà de l'Europe de Yalta qui achève de se défaire sous nos yeux, ne perdons pas de vue l'Europe qui se bâtit.

- QUESTION.- Et quelles sont les prochaines pierres ?

- LE PRESIDENT.- Des institutions politiques à douze plus fortes et plus démocratiques. Une politique étrangère, une politique monétaire. Et dans le même mouvement, une politique de sécurité - et un jour de défense - à partir de l'UEO, elle-même liée organiquement à l'union politique et coordonnée avec l'Alliance atlantique. Les enjeux sont immenses. Les Européens doivent le savoir.\

QUESTION.- Et que faites-vous de l'opposition britannique à l'ensemble, ou presque, de cette démarche ? LE PRESIDENT.- On connaît en effet les réserves de la Grande-Bretagne sur les traités d'union politique, économique et monétaire en préparation et l'on sait, d'une façon générale, où vont ses préférences. Cela dit, nous sommes arrivés jusqu'ici à nous entendre. La Grande-Bretagne s'est toujours ralliée - fut-ce à grand peine aux décisions cruciales du Conseil européen. En tout état de cause, je tiens compte le plus possible des propositions britanniques. Elles émanent d'une grande nation dont l'importance n'est pas à souligner. Cependant, à mes yeux, réussir la Communauté sur les bases que je viens d'exposer passe avant toute autre préoccupation.\

QUESTION.- Monsieur le Président, vous rendez-vous compte que l'opinion est totalement perdue dans ce dossier ?

- LE PRESIDENT.- Un grand débat national est en effet indispensable. L'Europe a besoin d'une Communauté solide, engagée dans le soutien aux pays d'Europe centrale et orientale, afin de réduire les disparités économiques qui entravent leur rapprochement avec les Douze. Elle a besoin d'un Conseil de l'Europe, aux compétences élargies, creuset de ce qui pourrait devenir la Confédération. Elle a besoin d'une Alliance atlantique rénovée, bien assise sur ses deux piliers,

américain et européen, d'une CSCE gage de stabilité et de confiance. De ce forum enfin où tous se retrouveront sur un pied d'égalité pour discuter de leurs affaires communes. Sans omettre les ententes régionales qui leur serviront de relais. C'est ce que j'ai appelé la théorie des ensembles. Je constate que le bien-fondé de cette approche est de mieux en mieux compris en Europe.\

QUESTION.- Je reviens aux Etats-Unis. Comment MM. Bush et Baker réagissent-ils à vos propositions qui sont, pour eux, autant de défis ? Si vous étiez Président des Etats-Unis, ne seriez-vous pas hostile à une telle affirmation du continent-Europe ?

- LE PRESIDENT.- Les Etats-Unis, par nécessité mais aussi par conviction, ont, à l'origine, favorisé la naissance de la Communauté. Pourquoi les dirigeants de la fin du siècle n'auraient-ils pas la largeur de vue, l'ampleur de conception de ceux des années 50 ? Je serais Président des Etats-Unis, je penserais que l'avènement de l'Europe est inéluctable et j'organiserais ma politique autour de cette certitude.\

QUESTION.- On peut penser - et beaucoup le font dans le monde - que votre idée d'organisation de l'Europe n'a d'autre but que d'encadrer la nouvelle puissance allemande. Est-ce une erreur d'interprétation ?

- LE PRESIDENT.- Personne ne dit plus clairement que le Chancelier Kohl que l'union de l'Europe est indissociable de l'unification allemande. Les problèmes réels qui se posaient ont été résolus en temps utile. L'Europe a continué de progresser.

- QUESTION.- Si on appelle un chat un chat, à Kiev et ailleurs vous avez donné l'impression de n'être pas enthousiasmé par l'unification allemande. Je me trompe ?

- LE PRESIDENT.- C'est une légende tenace, mais pas innocente. Quoi ? Quand l'Allemagne s'unifie, la France et la Russie n'ont pas à en parler ? Eh bien, elles ont encore à se dire beaucoup d'autres choses et j'y veillerai. Sait-on que la France a déclaré la première la légitimité des aspirations allemandes ? Qu'elle a discuté à chaque pas, avec les Allemands, trouvé des solutions avec eux et avec nos autres partenaires du groupe dit 4 + 2 notamment sur la question capitale des frontières ? La vérité est que la réunification allemande a été conduite par tous les pays intéressés avec imagination et sang-froid. Croyez-moi, la France n'y a pas été pour rien. Reportez-vous aux déclarations récentes du Président Richard von Weizsäcker à ce sujet.\

QUESTION.- La France aurait-elle intérêt à organiser un pôle latin au sein de la Communauté ?

- LE PRESIDENT.- Nous travaillons précisément à une conférence où les pays riverains du bassin occidental de la Méditerranée débattront et traiteront ensemble de leurs intérêts communs, ce qui impliquerait à la fois le monde latin et le Maghreb. J'ai pris cette initiative en 1983. Bettino Craxi, puis Giulio Andreotti et Gianni de Michelis ont actualisé mes propositions. Michel Vauzelle, le Président de la Commission des affaires étrangères de notre Assemblée nationale milite activement en ce sens. Les pays du Maghreb se déclarent très intéressés. L'Espagne et le Portugal s'engagent tout autant. Une entreprise de ce type est ardue. On approche du but. Je l'espère.\

QUESTION.- Revenons en France. Le consensus national sur les axes fondamentaux de la politique étrangère semble avoir vécu. Est-il possible de le ressusciter ?

- LE PRESIDENT.- Je souhaite qu'il se forme et si je peux le faciliter, je le ferai.

- QUESTION.- Ne serait-il pas souhaitable alors, que vous preniez l'initiative ?

- LE PRESIDENT.- J'y suis prêt. Sans trop d'illusions à l'égard des partis politiques d'opposition.

- QUESTION.- Sans parler des partis, j'ai relevé dans les plus récentes déclarations de MM. François-Poncet, Barre et Balladur des accents très proches des vôtres...

- LE PRESIDENT.- Oui.

- QUESTION.- Ce "oui" va être remarqué. Cela signifie-t-il que vous ayez le sentiment qu'il y a des possibilités d'accord sur la politique étrangère ?

- LE PRESIDENT.- Les objectifs de politique intérieure, surtout en période électorale, occultent malheureusement les grands objectifs de politique étrangère. Il est vrai cependant que des personnalités de grande autorité politique et morale peuvent échapper à cette triste logique et peser sur l'opinion. Ce n'est pas moi qu'elles aideront mais la France et l'Europe.

- QUESTION.- Finalement, qu'est-ce qui est le plus important aujourd'hui ?

LE PRESIDENT.- Réussir Maastricht. Tout le reste en dépend.\

- LE PRESIDENT.- REUSSIR MAASTRICHT. TOUT LE RESTE EN DEPEND.